

L'Humanité



Rouge

*Proletaires de tous les pays,
unissez-vous !*

1F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 319

Vendredi 5 septembre 1975

SAUVONS GARMENDIA OTAEGUI ET LES 5 DU FRAP!

Garmendia et Otaegui ont été condamnés à mort. D'un jour à l'autre va s'ouvrir le procès des cinq militants du FRAP que le fasciste Franco veut également assassiner. Ils s'appellent Blanco, Marjoral, Tovar, Baena et Sierra.

En Espagne, grèves et manifestations se succèdent pour empêcher ces crimes. Au pays Basque des grèves ont lieu depuis 6 jours. Des milliers de personnes ont participé aux obsèques du jeune antifasciste assassiné par la garde civile à Saint-Sébastien.

Ces procès ont lieu tandis que la lutte du peuple espagnol est entrée dans une phase décisive. Le fascisme est sur la défensive, ses jours sont comptés. Aujourd'hui en Espagne le temps est fini où les fascistes assassinaient impunément des ouvriers, des antifascistes. A leur tour ils commencent à être exécutés pour leurs crimes. Dans toute l'Espagne les forces de répression sont frappées par la juste violence populaire. A Madrid par exemple trois représentants de l'ordre fasciste ont été exécutés par le FRAP.

Parce qu'il a peur, le fascisme renforce sa répression contre le peuple et met en place de nouvelles lois qui placent l'Espagne en état de guerre. Pendant ce temps, le révisionniste Carillo, allié à des monarchistes et à des représentants du grand capital dans la dénommée «junte démocratique» prépare la succession de Franco ; il voudrait que le peuple espagnol attende une prétendue

«démocratie», et à la domination yankee il veut substituer celle du social-impérialisme russe. Mais le peuple espagnol, fidèle à ses traditions révolutionnaires, se prépare à recourir à la violence révolutionnaire pour en finir avec le fascisme et instaurer une république populaire et fédérative indépendante.

La manifestation à laquelle nous appelons samedi aux côtés du FRAP et d'autres organisations sera une manifestation contre les crimes fascistes mais aussi une démonstration de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple espagnol.

Cette manifestation sera marquée par l'unité des marxistes-léninistes dans le soutien à la lutte du peuple espagnol contre le fascisme. Elle n'en est que plus importante. Les peuples de France et d'Espagne ont une riche tradition de solidarité qui ne s'est jamais démentie.

Il faut faire de cette manifestation une puissante démonstration. Pour cela, que nos camarades entraînent avec détermination les travailleurs, les antifascistes, pour que vivent Garmendia, Otaegui et les cinq du FRAP. Nous devons être des milliers pour crier !

*Franco fasciste, assassin !
Contre les crimes fascistes,
vengeance populaire !
Ni Franco, ni roi, ni junte :
république populaire et fédérative !*

★
Manifestez en masse samedi à 16 heures au métro Trinité à l'appel du FRAP, de l'Humanité Rouge, du PCR (m-l), du Cerap, de la JCMLF, du CILA, du MIL, des CIP, du PCR du Chili, de l'ORA.

Le PCMLF annonce qu'il soutient pleinement la manifestation.

★

DES COMMANDOS SIONISTES AGRESSENT LE SUD-LIBAN

Mercredi vers 22 heures, heure locale, des unités navales israéliennes prenaient position à proximité de la côte du Sud Liban, et débarquaient des troupes non loin du camp palestinien de Ein-El Heloue, dans la banlieue de Saïda, à une trentaine de kilomètres de Beyrouth.

Tandis que les sionistes pilonnaient rageusement la région à partir de leurs forces navales, les commandos à terre attaquaient le camp palestinien, faisant intervenir leurs armes lourdes, notamment des mitrailleuses et des mortiers. La riposte des Palestiniens à cette nouvelle agression sioniste a été des plus vives. Au cours des combats qui devaient durer plus d'une heure, 4 combattants palestiniens étaient blessés, les pertes israéliennes n'étant pas, pour l'instant, précisées.

Il s'agit là de la troisième intervention des forces sionistes contre le Sud Liban en l'espace de 24 heures. Lundi, des forces de l'armée de l'air israélienne avaient attaqué le secteur de Hasbaya dans le Sud-ouest. Mardi lors d'un nouveau raid de Phantom et de Skyhawk les bases de Iedayine et le camp de Bourghoulyem proches de Tyr avaient été bombardés pendant une dizaine de minutes.

L'on voit bien ainsi ce que veulent dire les paroles de paix dans la bouche des agresseurs sionistes. Mais en dépit de tous ces crimes et de toutes ces actions terroristes, la résistance du peuple palestinien spolié par l'impérialisme et le sionisme se renforce. L'avenir est de son côté, et à coup sûr c'est lui qui vaincra tandis que le sionisme criminel sera détruit.

Pas de crise économique en Chine

Production en recul, faillite d'entreprises, chômage accru, hausse des prix, voilà comment se manifeste la crise économique dans les pays capitalistes : à tout coup, ce sont les travailleurs qui trinquent.

PRIX STABLES, SALAIRES EN HAUSSE

Dans la Chine d'aujourd'hui, les choses sont différentes. Un exemple : celui d'une équipe de 11 métallos d'une aciérie de Pékin. En 10 ans, de 1965 à 1975, le nombre de membres de leurs familles ayant un emploi est passé de 14 à 28. Le montant des salaires s'est accru de 57 % avec fort accroissement du pouvoir d'achat. Car les prix et la valeur de la monnaie (renminbi) sont restés stables. De manière générale, depuis 26 années de socialisme en Chine, les prix sont restés stables, les salaires ont été relevés à plusieurs reprises, le revenu des membres des communes populaires s'est accru d'année en année.

Ceci n'est pas un bienheureux miracle, mais s'explique par le caractère socialiste de l'économie. Usines, mines, chemins de fer, magasins, banques sont propriété du peuple et gérés par l'État : la production agricole et les industries rurales sont propriété collective des membres des communes populaires. Aussi l'accroissement économique vise-t-il à édifier le pays et à satisfaire les besoins du peuple. Il n'y a pas de recherche du profit. Les revenus des entreprises viennent du peuple et sont mis au service du peuple.

FIXER LES PRIX DANS L'INTERET DU PEUPLE

Pour beaucoup de produits, et surtout les céréales, les objets d'usage courant, les moyens de



Marchés abondants, prix bas et stables (photo prise à Nanning dans le Kouangsi).

production agricole, il n'y a pas de «bénéfice» ou un très léger bénéfice. Parfois même, le prix de vente est inférieur au prix de revient. Un exemple : la cotonnade blanche coûte 84 fens le mètre sur le marché de Pékin. Même prix qu'il y a 10 ans ! Pourtant en 1972, l'État a relevé le prix d'achat du coton de 3,4 % pour augmenter les revenus des paysans : le prix de vente est resté inchangé dans l'intérêt du peuple.

L'ÉCONOMIE EST PLANIFIÉE

De plus, l'économie socialiste est planifiée. Un exemple encore : l'approvisionnement en légumes de la ville de Pékin est assuré par les com-

munes populaires de la banlieue selon un plan fixé par le département municipal du commerce ; ainsi les équipes de production de légumes de 33 communes populaires fournissent une centaine de variétés de légumes par an ; en moyenne, un demi kilo de légumes par habitant chaque jour ; par ailleurs la production est organisée de telle manière que les légumes favoris des habitants de Pékin, concombre, tomate, etc... soient sur les marchés de la ville aux quatre saisons.

COMPTER SUR SES PROPRES FORCES

Fort de 800 millions d'habitants, la Chine a un marché intérieur qui ne cesse de s'élargir ; ses

produits sont principalement destinés à la demande intérieure. Car c'est selon le principe «compter sur ses propres forces» qu'elle accumule des fonds pour construire le pays, exploite ses ressources et forme les hommes pour son édification. En aucun cas elle n'est une superpuissance qui assure sa richesse sur le pillage et l'exploitation des autres peuples.

Voilà quelques aspects de la ligne de conduite économique en Chine ; c'est l'intérêt du peuple et de la révolution qui passe avant toute chose, et non, comme ici, l'intérêt des capitalistes. Les résultats sont parlants : il n'y a pas de «crise».

ECHECS DU P''C''P AU PORTUGAL

Après une période d'assez grande confusion, voici que la situation politique semble mûrir au Portugal. Les multiples informations qui parviennent tant de Lisbonne que du reste du pays, convergent toutes vers une constatation d'importance capitale : l'isolement aigu du P.C.P., de plus en plus seul contre le peuple qu'il prétend obstinément asservir.

En témoigne d'abord la vague de protestations soulevée par la nomination au poste de chef d'état-major de l'ex-premier ministre révisionniste Vasco Gonçalves. Ce mouvement ne cesse de gagner en ampleur comme en témoigne la récente prise de position du général Morais da Silva, chef d'état-major de l'armée de l'air, affirmant par ailleurs son accord

avec les positions exprimées par le général Melo Antunes. Celui-ci, au cours de l'été, a participé à l'élaboration d'un document d'orientation politique dit «document des 9» ou «document Antunes» dénonçant la volonté de confiscation du pouvoir d'État par le P.C.P.

N'a-t-il pas déclaré à cette occasion : «Ce choix va accroître les tensions au niveau militaire et ne contribue d'aucune façon à l'unité des forces armées. Une révolution faite par 80 % des Portugais ne peut être transformée en dictature de 20 % des Portugais sur les 80 % des restants !»

La protestation a déjà pris une telle ampleur que le président Costa Gomes lui-même, est intervenu pour

préciser que cette nomination n'était pas encore définitive, et que en attendant, c'était lui qui exerçait ces fonctions.

La dissolution de l'appareil de propagande du P.C.P. connu sous le nom de «cinquième division», exécutée des travailleurs, va dans le même sens.

Enfin le dérisoire «front commun» entre le P.C.P. et diverses organisations à sa solde, est déjà mort après moins de 8 jours d'existence.

Mais le plus important se passe ailleurs. Au cœur même de la classe ouvrière de qui les révisionnistes osent prétendre effrontément tenir leur légitimité. En effet après le coup de force social-fasciste imposant une unicité syndicale à la botte du parti cunhaliste, voici venue une certaine heure de vérité, celle des élections syndicales où les travailleurs désignent leurs représentants. Pour les révisionnistes c'est une véritable débâcle qui s'annonce. Révoltés par les pratiques antidémocratiques et terroristes des hommes de l'appareil du P.C.P., installés d'autorité aux postes des directions syndicales, les ouvriers et travailleurs portugais viennent de faire savoir nettement que 48 années de fascisme cela suffisait et que personne ne pourrait désormais s'arroger le droit de parler en leur nom, de décider à leur place.

Un exemple significatif, parmi d'autres : ces jours derniers, un quartier entier de Lisbonne était bouclé par l'armée. Cette présence militaire était motivée par le résultat des

élections au syndicat des employés de bureau du district de Lisbonne. Groupant 80 000 adhérents, il est l'un des 10 syndicats les plus influents du pays. Par 71 % des votes, la liste commune du PS, du PCP (ml) et du MRFP, venait de l'emporter contre l'intersyndicale officielle dominée par le P.C.P. Mais les 53 membres de l'ancienne direction syndicale, retranchés dans les bureaux du syndicat, refusaient de céder la place, pendant que, sous les fenêtres, une foule de manifestants indignés exigeaient leur départ immédiat. C'est finalement l'armée qui a dû pénétrer dans les locaux pour les en déloger.

Et cette déroute des révisionnistes, face aux travailleurs, n'est pas un fait isolé. Au cours du même week-end, l'intersyndicale avait déjà perdu le syndicat de la pharmacie de Lisbonne, le syndicat des journalistes, le syndicat des employés de banque du Nord.

Il s'agit donc d'une levée massive des travailleurs refusant énergiquement la dictature du parti social-fasciste, agent de Moscou.

Ces nouvelles sont encourageantes. Mais faut-il en conclure que la vigilance doit être relâchée ? Assurément pas ! Le parti cunhaliste a déjà démontré à de multiples reprises le peu de cas qu'il fait de la volonté exprimée des travailleurs et cherchera toujours, ouvertement ou insidieusement, à prendre d'assaut le pouvoir d'État. Mais de cela les travailleurs portugais ont de plus en plus conscience et sont de plus en plus déterminés à l'en empêcher.



Rassemblement populaire contre l'expulsion d'un petit fermier dans la Manche

Un couple de petits fermiers exploite près d'Avranches une ferme de 9ha 50 dont 6ha 50 en fermage. En 1973, le propriétaire de la terre décide de vendre. Ceux-ci ne pouvant acheter, c'est en janvier 1974 qu'un gros boucher d'Avranches veut l'acheter pour 15 millions d'AF. Les fermiers ont un mois pour préempter*.

Une demande est faite à la SAFER (société d'aménagement foncier) par la section des fermiers de la Fédération, pour qu'elle achète et fournisse au fermier un bail à longue durée.

Evidemment la SAFER refuse : cette société a été mise en place au début des années 60, pour servir les intérêts des gros fermiers et non des petits. Un décret du gouvernement Debré du 15 juin 1961 exclut du bénéfice de ces sociétés quiconque ne peut «disposer des moyens financiers nécessaires» (article XI) et l'article XIV interdit même de se servir des terres achetées par la SAFER pour augmenter les exploitations non rentables suivant le critère capitaliste.

Ce que propose le régime capitaliste à ces fermiers est simple : ou bien s'endetter auprès des notaires usuriers et du Crédit agricole s'il accepte en achetant par obligation ; ou bien vendre son matériel de production et se retrouver au chômage, sans retraite, sans allocation de chômage, sans indemnité viagère de départ (IVD) etc.

Devant ce choix, le couple Falabrègue essaie d'acheter, mais évidemment le Crédit Agricole refuse. Le propriétaire et le notaire leur font signer la résiliation de leur droit de préemption et le nouveau propriétaire leur donne congé.

L'union fait la force.

La seule et unique solution pour maintenir les Falabrègues sur leur ferme sera la défense collective.

Des paysans combattifs de la région s'organisent en équipe et se fixent notamment pour objectifs :

- informer les paysans et les autres travailleurs de la région ;
- mettre l'accent sur la priorité du travailleur contre le pouvoir de l'argent ;
- de rejeter la terre comme objet de spéculation ;
- de mettre en avant le droit au travail pour tous.

Diverses actions de masse auront lieu pour faire pression sur le propriétaire foncier. L'équipe de défense s'élargit à neuf cantons au cours de décembre 1974.

En février de cette année, le gros boucher fera plusieurs propositions

(revente au prix initial plus frais de négociation, ou bail de 9 ans avec engagement de quitter définitivement la ferme en fin de bail) qui seront refusées nettes.

La direction départementale de la FDSEA représentant les gros fermiers et propriétaires fonciers, tentera de saboter le mouvement en prenant contact avec le propriétaire sans avertir l'équipe.

La veille d'une manifestation de soutien, le bureau de la fédération avertira par «Ouest-France» qu'elle ne la cautionne pas. Devant les actions qui se multiplient, le propriétaire qui a de nombreux clients parmi les paysans de la région se décide de vendre à de meilleures conditions.

Mais un autre problème se pose : il faudra emprunter au Crédit agricole.

Cette banque au service des monopoles et de l'agriculture capitaliste refusera.

L'équipe de défense des paysans comptera près de cent membres lorsqu'elle se retrouvera pour passer à l'action.

Il faut faire vite car les Falabrègues ont avancé 5 millions et l'échéance est pour juin. L'équipe se mobilise alors pour collecter l'argent nécessaire auprès des paysans de la région. Malgré sa surprise, le notaire sera obligé d'enregistrer la vente.

Une première victoire est donc enregistrée qui permet au petit fermier de conserver son travail.

Elle a permis de montrer clairement à tous les paysans travailleurs de la région qui étaient de leur côté, et qui les exploitaient.

De leur côté, on l'a vu dans notre journal d'hier, il y avait les ouvriers, notamment ceux de «Caron-Ozanne» de Caen et de «Cyclones» à Avranches.

Les ouvriers imprimeurs de Caron-Ozanne ont imprimé le journal des paysans de la Manche où nous avons puisé les éléments pour cet article. Une délégation ouvrière de Caron a participé dimanche dernier à une fête organisée pour soutenir les fermiers et discuter sur l'unité ouvriers-paysans.

Les ouvriers de l'usine d'imperméable «Cyclone» concernés eux aussi par les problèmes de lutte contre les licenciements ont également participé à cette journée.

Contre les paysans c'est la collusion des capitalistes (Crédit agricole), des propriétaires fonciers et des chefs syndicaux qu'il a fallu affronter.

La journée de dimanche avait en particulier pour but de montrer que

LA CHINE, SUJET EPINEUX POUR "FRANCE NOUVELLE" (1)

Dans son numéro du 1er septembre, l'hebdomadaire révisionniste France Nouvelle publie deux lettres de lecteurs qui s'interrogent sur la Chine socialiste avec une certaine sympathie. Ce n'est pas la première fois que cela se produit : il faut croire que de telles lettres sont de plus en plus nombreuses et que les explications apportées jusqu'ici par l'hebdomadaire central du P.C.F. ne satisfont pas les honnêtes gens. Ainsi un des lecteurs écrit-il que la presse du P.C.F. dans son ensemble ne «s'intéresse que de manière très peu substantielle aux problèmes spécifiques et originaux de la Chine populaire, à l'édification du socialisme dans ce pays au sein même d'un processus révolutionnaire qui lui est propre... et c'est dommage.»

Malheureusement pour ce lecteur la rédaction de France Nouvelle n'est pas prête à satisfaire ses interrogations. Dans sa réponse elle ressasse encore une fois quelques exclamations et quelques calomnies du genre : «Mao Tsé-toung a déclaré : qu'aujourd'hui en URSS c'est la dictature de "la grande bourgeoisie, une bourgeoisie du type fasciste allemand, une "dictature de type hitlérien" : c'est de la démente !». Voilà ce qui sert d'argumentation aux révisionnistes de France-Nouvelle. Leur objectif c'est de masquer la nature de la contradiction entre le social-impérialisme soviétique et la Chine socialiste et de faire passer l'antirévionisme et l'antisocial-impérialisme pour de l'antisoviétisme. Mais oseront-ils exposer à leurs lecteurs l'argumentation du Parti communiste chinois sur la question : l'URSS est-elle encore un pays socialiste ? De nombreux textes chinois éminemment politiques sont parus sur cette question, mais de très longue date les dirigeants du P.C.F. ont exercé une censure rigoureuse pour empêcher les militants et sympathisants de réfléchir sérieusement. Sans aller chercher très loin, pourquoi ne pas avoir rapporté ce qui entoure la citation du président Mao citée plus haut : «La guerre antifasciste a été une âpre lutte opposant les forces antifascistes du monde entier aux fascistes allemands, italiens et japonais, une guerre juste d'une envergure sans précédent dans l'histoire de l'humanité. La victoire sur le fascisme hitlérien a été une grande victoire du système socialiste et du

marxisme-léninisme. Faisant preuve d'un héroïsme sublime et d'un haut esprit révolutionnaire et avançant par vagues successives, le peuple et l'Armée rouge soviétique, sous la direction du Parti communiste de l'Union soviétique ayant à sa tête le camarade Staline, combattirent avec courage et apportèrent de remarquables contributions à la guerre victorieuse contre l'Allemagne fasciste, accomplissant ainsi des exploits dont le souvenir restera impérisable dans l'histoire de l'humanité.

«Mais l'Union soviétique, qui avait apporté une grande contribution à la lutte pour vaincre les fascistes allemands, est allée depuis à rebours dans l'Histoire, du fait de l'usurpation des pouvoirs du parti et du gouvernement par la clique renégate de Khrouchtchev-Brejnev. Le premier pays socialiste du monde a dégénéré en un pays social-impérialiste et social-fasciste. La forteresse socialiste, que l'armée hitlérienne forte de plusieurs millions de soldats n'avait pu détruire, a été prise de l'intérieur par cette clique de renégats. Cette poignée de traîtres a réalisé ce qu'Hitler voulait, mais n'a pu faire.» ? Mais sans doute un tel extrait de l'article paru dans l'organe central du Parti communiste chinois eut-il montré trop clairement les profonds sentiments révolutionnaires et internationalistes que nourrissent les communistes et le peuple chinois à l'égard du peuple soviétique et à l'égard de l'URSS de Lénine et Staline.

C'est pourquoi pour conclure ce bref article nous recommandons aux lecteurs de France-Nouvelle de se poser la question : quel pays place ses intérêts d'État au dessus du soutien internationaliste aux peuples du monde, l'URSS ou la Chine ?

Parmi des milliers d'autres exemples, réfléchissez camarades à ce point : quand ils sont arrivés au pouvoir, les révisionnistes khrouchtchiens ont exigé le paiement immédiat des fusils vendus par l'URSS à la Chine pour les volontaires du peuple chinois en Corée. Mais à qui la Chine pouvait-elle demander le remboursement du sang versé pour soutenir le peuple coréen ?

à suivre

la lutte n'est pas finie. Les Falabrègues doivent obtenir une véritable aide financière. L'État qui prétend se préoccuper de la situation de tous les paysans a montré une fois de plus par la banque de crédit qu'il contrôle, que c'est bien lui qui organise le départ de la campagne chaque année de centaines de milliers de paysans-travailleurs.

Elle a montré que la seule voie juste était l'union.

Union des paysans-petits propriétaires et fermiers contre les expulsions de fait.

Union des ouvriers et des paysans contre le capitalisme.

C'est là l'unique voie qui amènera à la destruction de ce régime qui opprime autant les ouvriers et les

paysans et instaurera un monde nouveau, socialiste.

* Le droit de préempter, c'est le droit pour le fermier en place d'acquiescer en priorité.

ABONNEZ-VOUS SOUSCRIVEZ A
L'Humanité
LE QUOTIDIEN DE LA CLASSE OUVRIERE

FRONT OUVRIER



LA RENTREE : DES MILLIERS D'OUVRIERS LUTTENT POUR NE PAS LA FAIRE ... AU BUREAU DE CHOMAGE

C'est la rentrée... Mais pour un million de travailleurs il n'y avait plus de travail depuis longtemps. Ils étaient au chômage et il fallait pointer et chercher un emploi... Pour 500 000 autres, c'était le chômage partiel...

C'est la rentrée... Mais chaque jour des patrons annoncent leur intention de ne pas faire rentrer des milliers d'ouvriers dans les usines mais au bureau de chômage. Et pour 5 à 600 000 jeunes qui sortent des écoles, CET, lycées, la seule porte ouverte est celle de... l'ANPE.

En attendant l'annonce par Giscard de son plan de soutien à l'économie, les capitalistes à l'unisson n'ont guère cessé de proclamer que les mises en chômage partiel et les licenciements se multiplieront quel que soit ce plan.

Ainsi les petites et moyennes entreprises de travaux publics prévoient 20 000 licenciements environ, qu'elles justifient par le fait que leurs carnets de commande sont quasiment vides. Le cuir, la chaussure et le textile laissent planer l'incertitude. Des centaines de licenciements sont annoncés dans la chaussure et un millier dans le textile et les mises au chômage technique vont bon train dès ce début septembre. L'ameublement, la construction électrique et électronique connaissent une situation analogue de même que les industries mécaniques et la machine-outil. Dans la chimie, les carnets de commandes se vident et les stocks demeurent importants. D'ores et déjà Rhône-Poulenc a pris d'importantes mesures de chômage technique. Les industries de matériaux de construction fonctionnent au ralenti. Le matériel de manutention et de levage lié à la conjoncture des travaux publics a vu son marché diminuer de 30 %. Mais c'est surtout la sidérurgie qui est ébranlée par la crise. Depuis janvier elle va de mise au chômage technique en extinction des hauts-fourneaux. Des réductions d'horaires sont annoncées à la Sollac et la remise à feu du haut-fourneau No 2 de la Solmer n'est toujours pas décidée. L'automobile s'en tient à une production inférieure d'au moins 20 % à ce qu'elle était en 1973. Enfin pour clore la liste, l'imprimerie où les licenciements se succèdent à un rythme jamais vu.

Pour les travailleurs, la crise de l'économie bourgeoise se matérialise par une dégradation très rapide de leurs conditions d'existence. Mais à cette aggravation accélérée ils répondent par la lutte. Ainsi peut-on remarquer dès ces premiers jours de septembre les signes annonciateurs d'un important essor des luttes, principalement contre le chômage et les licenciements.

Dès que le groupe Boussac, comprenant approximativement 15 000 travailleurs, a annoncé la fermeture prochaine de ses usines à Bolbec (742 salariés), et celle d'ici janvier de ses usines de teinture de Caudebec-

en-Caux (45 personnes) et de tissage de Lillebonne (215 personnes), ainsi que la mise au chômage technique pour 2 à 4 semaines des 6 000 ouvriers de ses établissements de l'est de la France, de nombreux ouvriers se sont mis à préparer leur riposte. Ainsi à Bolbec (Seine-Maritime), la moitié des 742 salariés ont participé mardi à un meeting pour combattre la fermeture de l'entreprise. Ils ont décidé qu'une manifestation se déroulera vendredi après-midi dans les rues de Bolbec. D'ores et déjà ils ont le soutien des commerçants de cette ville qui ont appelé à se joindre au mouvement en fermant leurs magasins. A noter, par contre, la réaction des responsables CGT de l'entreprise qui ont protesté, non contre les licenciements, mais contre le fait que ni l'inspection du travail, ni le... comité d'établissement n'avaient été saisis des mesures décidées par la direction. Pour ces responsables anti-ouvriers les licenciements, le chômage sont acceptables, ce qui ne l'est pas par contre c'est que le patron les écarte des décisions concrètes à prendre pour licencier !

A Nantes, 146 des 200 ouvriers de la GIMM, menuiserie industrielle, ont été licenciés. Le patron prétend que cela est dû à des difficultés financières. Tout laisse supposer en fait que la cause véritable tient à des manœuvres financières et spéculatives. Quoiqu'il en soit les 146 ouvriers licenciés n'acceptent pas cette décision, et mènent la lutte. Tous les jours, ils sont présents dans l'entreprise aux horaires normaux de travail.

En Charente-maritime, à Rochefort, la société Pont-à-Mousson-Saint-Gobain, groupe propriétaire de la société des Bois déroulés de l'Océan a récemment rendu public un plan de licenciement collectif dans cette dernière société. Lundi 1er septembre les ouvriers des Bois déroulés de l'Océan se sont mis en grève pour mettre en échec le projet des patrons.

Dans le Tarn, à Labastide Rouaix, la lutte des ouvriers de l'usine Bourguet, qui fabrique des textiles cardés, se poursuit depuis plus d'un an, depuis qu'en mai 1974 le patron a déposé le bilan. En août dernier, 63 des 200 travailleurs employés dans cette usine avaient reçu des lettres de licenciement. Parmi eux une majorité de syndicalistes, notamment CFDT. Depuis lundi 1er septembre au matin, le directeur de l'usine, JJ Bourguet, est retenu dans les locaux de l'entreprise par les travailleurs. Rapportant le point de vue des travailleurs de l'usine, la secrétaire de l'Union départementale CFDT a déclaré : « M. Bourguet nous a dit avoir été contraint à signer les lettres de licenciement. Nous allons le contraindre à les annuler... Nous resterons dans ce bureau aussi longtemps que nécessaire. M. Bourguet est naturellement bien traité... Il a déjeuné comme nous avec des sandwiches, et il a payé sa part comme les copains... »

La correspondance ouvrière : UNE SOURCE DE VIE

La question de la correspondance ouvrière a toujours une grande importance pour un journal d'avant-garde. Cela est d'autant plus essentiel pour un quotidien. Dans le No 316 de l'H.R. nous avons commencé à publier les premiers résultats de l'enquête sur ce que pensent les lecteurs du contenu et de la forme du quotidien. En ce qui concerne le Front ouvrier, il est certain que sans une abondante et copieuse correspondance ouvrière, l'Humanité rouge ne peut pas remplir son rôle, ne peut pas coller de près aux aspirations et luttes des masses ouvrières. La source fondamentale c'est la lutte des masses. Donc ce sont en premier lieu les lecteurs qui doivent alimenter cette source de vie, le Comité de rédaction ne les remplace pas, il utilise la somme de correspondances et d'informations qui servent aussi pour des articles de fond.

Des articles explicatifs

Bien souvent des camarades ou amis n'envoient pas d'articles parce qu'ils pensent que c'est l'affaire de spécialistes et donc qu'ils n'en sont pas capables. Ceci est faux, car bien souvent leur pratique est très riche et pleine d'enseignements, car ils sont « au cœur des masses » ; c'est de sa pratique que chacun doit nous faire part. Il n'est pas utile de chercher à théoriser, car l'essentiel des articles doit être explicatif, les commentaires viennent après. Car dans le fond ce sont les faits qui parlent. Si les faits sont convaincants, les commentaires en découlent. C'est ainsi que les articles en forme de slogans, qui ne convainquent que les convaincus, que les affirmations, les « vérités » toutes faites et autres appréciations subjectives n'auront plus lieu d'être. Ce sont les larges masses qu'il nous faut convaincre car la révolution ne se fera pas sans elles. Un article doit apporter quelque chose aux lecteurs.

A propos de la lutte antirévionniste il est nécessaire d'expliquer pourquoi, en règle générale, les dirigeants révisionnistes s'opposent aux luttes, aux intérêts de la classe ouvrière et des masses travailleuses. Donc démontrer à partir d'exemples concrets (dans tel secteur ou entreprise) sur telle ou telle question, quelle classe et quels intérêts ils défendent, et non pas se contenter de qualificatifs tout prêts. Et ensuite comment ils s'y prennent, quelle est leur tactique.

Lorsqu'il y a une grève ou une manifestation... il est nécessaire de ne pas hésiter pour aller s'informer,

enquêter sur place, et en faire part au journal. Le simple « renseignements » est utile, il donne des éléments concrets d'enquête qui peuvent aider à la compréhension d'une situation, pour la rédaction d'articles, etc.

Comme l'ont souligné les lecteurs, il est nécessaire de donner des perspectives aux travailleurs, donc ne pas se limiter à la critique, mais avancer des propositions, inciter aux débats dans les entreprises pour isoler les « irréductibles ».



Le Front ouvrier doit également relater, plus qu'il ne l'a fait jusqu'à maintenant, l'activité syndicale et le travail qui est fait en direction des chômeurs (voir H.R. No 254 et 255).

Parler de l'activité des marxistes-léninistes (de l'avant-garde) dans les entreprises est toujours nécessaire. Pour plusieurs raisons : expliquer et démontrer le rôle déterminant du parti du prolétariat pour impulser la lutte et organiser les éléments les plus conscients politiquement et les plus déterminés, pour donner une juste orientation politique.

Il ne faut absolument pas se limiter à cela, mais montrer la lutte résolue que mène la grande masse des « sans-parti » ; soutenir tout ce qui va dans le sens de la révolution prolétarienne, les luttes et prises de position anticapitalistes et antirévionnistes et favorables à l'indépendance nationale. Afin d'unir, sans sectarisme, tout ce qui peut être uni, pour l'objectif de la révolution prolétarienne.

Ces quelques exemples le montrent : le mouvement de lutte de la classe ouvrière principalement contre le chômage, contre les licenciements, pour le droit au travail pour tous et secondairement pour d'autres revendications (salaires, conditions de travail, etc.), se développe. Cette voie que choisissent les travailleurs est juste. C'est par la lutte, et seulement par la lutte, dure et résolue, que la classe ouvrière, unie, peut mettre en échec les plans de la bourgeoisie qui voudrait, à la faveur de la crise, aménager son économie pour extorquer plus de profits sur le dos des travailleurs.

Seule la lutte paie. Mais encore faut-il que ce soit effectivement la lutte des travailleurs, que ce soit effectivement les masses qui luttent et non une poignée d'individus chargés

soi-disant de les représenter et de les remplacer. Encore faut-il que ces luttes soient dirigées effectivement par les travailleurs. Dans le cas contraire, dans le cas où la classe ouvrière ne dirige pas ses luttes de façon absolument autonome, c'est fatalement la bourgeoisie et ses agents qui les dirigent... et les sabotent. C'est là un enseignement des luttes de Larousse (octobre 73), de Néogravure (novembre 74), de Renault (mars 75), etc. Les éléments antiouvriers, en particulier les pires d'entre eux, les dirigeants révisionnistes du P.C.F. et de la CGT et leurs fidèles acolytes, sont toujours prêts à se substituer aux masses à la direction des luttes. Que les travailleurs soient toujours prêts à les en empêcher, et à les empêcher ainsi de dévoyer et de saborder les luttes classe contre classe !